

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 23 avril 2025

J'ai renvoyé en fin de causerie une rubrique consacrée à l'économie, dans laquelle j'ai rassemblé quelques éléments qui peuvent aider à la compréhension de la situation.

Voilà un élément qui pourrait servir de fil conducteur :

- Dans le passé, les États-Unis ont accusé la Chine de manipuler la monnaie en raison de ses avoirs importants en dollars américains. Ils ont donc imposé des sanctions à la Chine sur la base d'allégations selon lesquelles la forte augmentation des exportations chinoises était due à la manipulation du taux de change du RMB (Yuan, monnaie chinoise aussi appelée Renminbi). Pourtant, ce sont les États-Unis qui bénéficient de manière disproportionnée de cette relation.

D'une part, les États-Unis importent un grand nombre de produits manufacturés de Chine, bénéficiant de produits bon marché qui font baisser leur taux d'inflation. D'autre part, la Chine encaisse une grande quantité de dollars américains mais n'a pas d'endroit où les investir. Elle n'a donc pas d'autre choix que d'acheter des bons du Trésor américain, fournissant ainsi aux États-Unis des capitaux bon marché. Malgré cette double victoire, les États-Unis souhaitent exercer une pression supplémentaire sur la Chine. Les États-Unis se plaignent à tort de la prétendue manipulation du taux de change par la Chine. En réalité, les États-Unis veulent forcer la Chine à accepter l'appréciation du RMB et à ouvrir son marché financier, créant ainsi une bulle d'actifs financiers importés. Jusqu'à présent, ces efforts ont été vains, car la Chine n'a pas cédé à la pression américaine.

- Lorsque le fardeau de la dette des pays souverains devient trop lourd, tous, sans exception, se sont servis de l'inflation et de la dévaluation de la monnaie pour annuler leur dette et échapper à la crise. Avec une dette à un niveau aussi élevé, le gouvernement américain pourra-t-il encore échapper à ce destin historique ?

(3 économistes américains, Carmen M. Reinhart et Kenneth S. Rogoff - This Time Is Different : Eight Centuries of Financial Folly (2009)

Pour lire l'article en entier :

http://www.luttedeclasser.org/dossier_2025/Dollar.pdf

On se détend un peu.

Joe Bonamassa - "No Good Place For The Lonely" - Live At The Hollywood Bowl With Orchestra

https://www.youtube.com/watch?v=cel23_4pt3o

On s'élève un peu au-dessus de la médiocrité ambiante.

Le chef-d'œuvre inconnu - Honoré de Balzac - 1831

https://beq.ebooksgratuits.com/balzac/Balzac_70_Le_chef_doeuvre_inconnu.pdf

Le génie de Balzac - La mission de l'art n'est pas de copier la nature, mais de l'exprimer ! Nous avons à saisir l'esprit, l'âme, la physionomie des choses et des êtres.

Calcul élémentaire, que cogitent-ils ?

- *«Le recours massif aux droits de douane, s'inscrit dans la continuité des politiques néolibérales et libertariennes visant à réduire le rôle de l'État dans la vie commerciale et privée. Il soutient que ces mesures n'ont donc pas grand-chose à voir avec la «reconstruction» des États-Unis et qu'elles visent à permettre aux super-riches de soutirer encore plus aux citoyens ordinaires».*

- *«Les États-Unis se préparent à soumettre leur propre population ainsi que celle de leurs soi-disant «alliés» à d'immenses souffrances économiques, sociales et politiques à long terme. La crise du coût de la vie aux États-Unis ne fera que s'aggraver. Les États-Unis espèrent pouvoir mieux supporter les difficultés économiques et les perturbations à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières que le monde multipolaire émergent. La survie du multipolarisme dépendra de sa capacité à prouver le contraire».*

J-C – Comment augmenter la productivité, le taux d'exploitation, le taux de la plus-value, en premier lieu, en dérégulant le droit du travail qui ne serait pas suffisamment favorable au capitalisme, en s'attaquant à tous les budgets sociaux et en démantelant les services publics qui existent encore... La lutte des classes.

- L'affaiblissement inattendu du dollar américain devient soudainement le reste du problème mondial.

Pour les vendeurs étrangers de toutes sortes de marchandises, y compris les voitures, le cognac et la tweed écossaise, la forte dépréciation du dollar est un double coup de fouet, aggravant les pertes causées par les prélèvements d'importation du président Trump. Pour les banques centrales du monde entier, le renforcement rapide de leurs propres monnaies exerce une pression pour réduire les taux d'intérêt de manière plus agressive.

Si les taux de change augmentent, ce qui renforce la monnaie nationale, les exportations diminuent et les importations augmentent. En effet, lorsque la valeur de la monnaie augmente, les biens produits localement deviennent plus chers. Il est donc plus économique d'importer des biens.

La dépréciation monétaire, si elle est ordonnée et progressive, améliore la compétitivité des exportations d'un pays et peut, à terme, réduire son déficit commercial.

La hausse des taux d'intérêt rend les actifs libellés en dollars plus attractifs pour les investisseurs du monde entier. Cette demande accrue d'actifs américains entraîne un renforcement du dollar et, par conséquent, un affaiblissement de la roupie. (Parce que les investisseurs désertent l'Inde pour les Etats-Unis. – J-C)

Lu.

- Si une donnée réfute l'hypothèse de travail, il faut changer d'hypothèse de travail – donc ne perdez plus votre temps en discussion inutiles... parlez surtout des données qui réfutent et donc détruisent un narratif ou une doxa en disant ce qu'Einstein et plein d'autres disaient : Si une donnée va à l'encontre de votre modèle il faut détruire ce modèle et en changer. Cela a l'air théorique mais en fait c'est puissant, vrai et assez simple.

Mes commentaires publiés dans un blog.

Article : Survie ou pillage ? Ce qu'est réellement la révolution de Trump.

- Voilà ce que Trump et Musk ont ordonné à tous les Etats du monde.

Dans un premier temps, pour équilibrer votre balance commerciale, vous devrez vous attaquer au niveau de vie, aux droits ou acquis sociaux de vos peuples qui vivent au-dessus de leurs moyens, réduire le train de vie scandaleux des classes moyennes, tailler dans le vif...

Dérégulez la totalité de l'activité économique ou tous les secteurs des biens et des services, incluant les services sociaux, privatisez tout ce qui peut l'être encore au profit du marché, de l'oligarchie, pas seulement aux Etats-Unis, partout dans le monde.

Supprimez, amputez au maximum ou privatisez les ministères à caractère social, Sécurité sociale et retraite, éducation, santé, logement, famille, enfance, handicapé, culture, etc., vous cesserez d'avoir une balance commerciale déséquilibrée, et en prime vous permettrez aux plus riches d'accroître indéfiniment leur fortune, ainsi que vos dépenses militaires qui seront en augmentation constante, en procédant de la sorte, vous aurez sauvé le capitalisme tout en œuvrant à votre sécurité en mettant en place un modèle de société sécurisée militarisée...

Tout du moins c'est qu'ils croient, car la lutte de classe du prolétariat mondial leur réserve bien des surprises, parce qu'aucun peuple n'acceptera indéfiniment d'être livré à une régression sociale sans fin ou d'être réduit en esclavage, aucune dictature n'a jamais pu s'imposer indéfiniment, parce que de tels rapports sociaux sont truffés de contradictions qui les mènent à leur perte.

Article : Résolution citoyenne relative à l'engagement militaire et financier de la France en Ukraine.

- Un soutien explicite au despote Macron, à la Constitution bonapartiste et antidémocratique de la Ve République, à l'impérialisme français, dans le plus pur style de la réaction applaudit par un grand nombre qui par ailleurs se prétendent anticoloniaux, pro-Palestiniens ou antisionistes, humanistes, etc.

On s'aperçoit ici que ce n'était qu'une misérable imposture de leur part ou qu'on a affaire à des idiots sans principe ni conscience politique. Entre nous, on le savait déjà!

Ma réponse à des lecteurs.

- Vous avez dit un blog alternatif, indépendant, progressiste, démocratique ? Il prouve ici exactement le contraire.

Voilà un blog et des lecteurs qui font ouvertement la promotion de la Constitution antidémocratique de la Ve République, de l'armée française impérialiste, qui incarneraient les aspirations des exploités et des opprimés.

N'en croyez pas un mot, ne vous laissez pas manipuler. Ils instrumentalisent l'absence de conscience politique des masses pour les livrer pieds et mains liés à leurs pires ennemis qu'ils dotent de bonnes intentions.

Article : La science est réfutable, pas la foi. Si une donnée va à l'encontre de votre modèle il faut détruire ce modèle et c'est le cas pour les narratifs du climat, du Covid, de l'ARNm

- En un mot, cela revient à se poser les bonnes questions quand on est ignorant, encore faut-il l'admettre ou l'avoir à l'esprit, ce qui n'est pas donné à tout le monde.

Bref, il suffit de raisonner scientifiquement, c'est ce que fait sans peine le matérialisme dialectique, on part des faits, on s'en remet aux faits, encore faut-il les identifier avec précision, les distinguer de leur interprétation.

Le principal et le plus sournois écueil demeure les non-dits, les faits inconnus ou censurés par l'auteur d'un article, parce qu'ils infirmeraient son interprétation ou ses conclusions. Encore faut-il saisir les faits dans leur enchaînement pour qu'ils soient exploitables par la suite, le plus souvent, c'est du ressort de la connaissance générale acquise par le lecteur, quand ses a priori ne s'y opposent pas plus ou moins inconsciemment.

Le plus épatant ou étonnant, quoique, ce sont ceux qui ici prétendent savoir tout cela comme s'ils le pratiquaient même en dormant, mais qui continuent de publier des commentaires qui n'en tiennent manifestement pas compte, pour ne pas dire le plus souvent un tas de conneries, ils y sont invités par la nature des articles (et l'identité de leurs auteurs) qui leur sont proposés qui sont du même acabit.

Article : Cascade de pétitions de militaires et hauts gradés israéliens contre la guerre à Gaza - Réseau Voltaire 17 avril 2025

J-CT - Si on croyait le récit du Réseau Voltaire, on en viendrait à penser que "*la société israélienne*" aurait soudain des états d'âme ou des bonnes intentions, on en oublierait presque qu'elle a soutenu le génocide et l'aplatissement de Gaza à plus de 90%, pour un peu on serait en présence de démocrates et non de sionistes barbares.

RV - En une semaine, une cascade de pétitions de militaires a brusquement manifesté la prise de conscience par la société israélienne que la stratégie du gouvernement Netanyahu à Gaza ne permettrait ni de ramener les otages ni de vaincre le Hamas.

J-CT - Remplacer "*le Hamas*" par le peuple palestinien, leur ennemi de toujours.

RV - Les Israéliens commencent à prendre conscience des horreurs vécues par les Palestiniens

J-CT - Les braves Israéliens, parce qu'ils se seraient préoccupés un jour des Palestiniens à part les exterminer ? C'est leur prêter une conscience qu'ils n'ont jamais eu et qu'ils n'auront jamais.

RV - mais ils ont pour le moment de grandes difficultés à parler de ces crimes commis par certains de leurs concitoyens

J-CT - Cela se passe à une encablure de chez eux et Haaretz en a rendu compte très largement donc, non seulement ils sont parfaitement informés, ils en ont été les complices. Quand le Réseau Voltaire évoque "*certaines de leurs concitoyens*", on pourrait croire que les centaines de milliers de soldats de Tsahal n'y avaient pas assisté. Qui plus est parmi les quelque 6 millions de juifs que comptent Israël, ce sont des centaines de militaires et réservistes qui ont participé au génocide des Palestiniens, ce qui signifie que pas une famille juive israélienne ignore ce qui se passe à Gaza et en Cisjordanie depuis le 7 octobre 2023, donc ils en parlent abondamment, pourquoi faire croire le contraire, sinon chercher à les épargner. Plus loin le Réseau Voltaire récidive.

RV - Il est encore trop tôt pour les Israéliens pour analyser ce qu'ils ont vécu ces dernières années.

J-CT- En attendant, accordons-leur le bénéfice du doute, ils ne savaient pas les malheureux, il ne faut pas leur en vouloir. Allez donc raconter cela aux Palestiniens.

RV - Ce mouvement d'idées trouve sa racine dans la critique que Benjamin Netanyahu a entretenue depuis des années contre l'establishment militaire. Il s'est soudainement développé avec la guerre post-7 octobre à Gaza. Il s'agit donc à la fois d'une révolte contre le populisme des « *sionistes révisionnistes* » et contre le projet de guerre sans fin qu'ils portent.

J-CT - Pas du tout, on assiste au même scénario quand les guerres durent pendant des années, et que des deux côtés des belligérants les conséquences de la guerre affectent les conditions d'existence et le moral de chaque famille, car l'un ou plusieurs des siens sont morts ou ont été blessés ou demeureront handicapés à vie. Ils ne le supportent plus et se retournent contre ceux qui les ont entraînés dans cette guerre, et non la fable que veut nous vendre le Réseau Voltaire.

Reporters Sans Frontières, une agence de presse sioniste d'extrême droite.

Où RSF opère un retrait posthume de leur carte professionnelle aux journalistes palestiniens - legrandsoir.info 16 avril 2025

Par Jacques-Marie Bourget.

Reporters Sans Frontières (RSF) a toutes les audaces, tous les culots. Les « *salauds ça ose tout, c'est à ça qu'on les reconnaît* ». L'assertion du type ~~Bernard Blier~~ Lino Ventura marche pour eux en changeant le premier mot. Voilà une « ONG » qui n'en est pas une, puisqu'elle a avec constance touché de l'argent des USA et d'Israël, voilà qu'en novembre, dans son « *Bilan Annuel de la liberté de la presse dans le monde* », elle refuse de compter les journalistes assassinés par Israël à Gaza ! En effet pour RSF les martyrs de presse Palestiniens ne sont pas de « *vrais journalistes* ». Du type Robert Ménard.

<https://www.legrandsoir.info/ou-rsf-opere-un-retrait-posthume-de-leur-carte-professionnelle-aux-journalistes-palestiniens.html>

Article : Thierry Meyssan sur Donald Trump

- Meyssan porte-parole de Trump ou de la réaction, il le revendiquait depuis 2016, rien de nouveau. Tout juste un bon documentaliste, et encore, quand il n'a pas des trous de mémoire. Quant au reste, c'est de la propagande idéologique qui n'a rien à voir avec nos intérêts ou aspirations à l'émancipation et à la liberté.

Article : La Chine, les BRICS et la Palestine : l'effroi comme ultime espoir ?

- Mais l'on ne peut ignorer non plus que l'Histoire est jalonnée de contre-exemples, où les principes éthiques ont eu raison du cynisme de quelques-uns – sans quoi, nous n'aurions jamais assisté à l'abolition de l'esclavage, à l'abolition de l'apartheid sud-africain, ni à toutes ces luttes anticoloniales qui se sont soldées par des déclarations d'indépendance, fussent-elles imparfaites.

Où est le lézard dans cette argumentation ?

Si l'esclavage (et autres dictatures), tel qu'il était pratiqué autrefois a disparu, c'est uniquement parce qu'il était devenu un frein ou un obstacle au développement économique ou aux affaires, autrement dit pour des besoins purement mercantiles et non pas parce que les régimes en place seraient soudainement devenus démocratiques, ou parce que parmi les tenants du capitalisme, ses représentants ou idéologues, ceux qui en profitaient, auraient figuré des humanistes.

Cet article a été conçu uniquement dans le but de le faire croire pour que les lecteurs continuent de vouer un culte au capitalisme, au passage, c'est le cas de 99,99% des articles traitant d'économie ou de politique publiés ici.

Désinformation et propagande idéologique de la réaction en faveur du Green New Deal ou la dictature énergétique. Mode d'emploi.

«Ça empire chaque année un peu plus»: l'Inde et le Pakistan touchés par une vague de chaleur - RFI 19 avril 2025

Le bilan alarmant de Copernicus sur le climat en Europe en 2024, entre inondations et chaleurs records - Le HuffPost 15 avril 2025

J-C - Leur procédé relève de la manipulation.

Dans le premier article, ils ont sélectionné comme référence la période comprise entre 1950 et 1986, tandis que dans le second, la période depuis 1950 à nos jours. Gageons que dans le premier cas les périodes antérieures à 1950 et ultérieures à 1986 contredirait leur affirmation et du coup réduiraient à néant leur conclusion, et dans le second cas on aboutirait au même résultat désastreux pour ces escrocs en consultant les données antérieures à 1950 ou à 2013.

Chaque fois, soit ils cassent le thermomètre ou l'instrument de mesure, soit ils placent le curseur de sorte que le constat coïncide avec leur propagande et leurs objectifs. Quand ils souhaitent retirer un produit du marché ou en imposer un autre, ils modifient l'évaluation des substances potentiellement toxiques qu'il renferme à la hausse ou à la baisse, en prétendant agir pour le bien-être de la population.

Ils avaient procédé de la même manière avec le Sars-CoV-2, en augmentant soudainement le niveau de contagiosité d'un virus de manière à faire croire que la totalité de la population était en danger de mort, ce qui n'était évidemment pas le cas. Avec les tests PCR, ils amplifièrent exagérément un fragment d'ADN créant ainsi des faux positifs par millions et millions, la seule et véritable pandémie... Il y eut surtout le cas de l'hydroxychloroquine mondialement consommée depuis un demi-siècle sans présenter de danger particulier, et classée subitement et hâtivement substance vénéneuse, parce qu'elle était efficace associée à l'azithromycine pour combattre ce virus, rendant caduque la nécessité d'un "vaccin".

«Ça empire chaque année un peu plus»: l'Inde et le Pakistan touchés par une vague de chaleur - RFI 19 avril 2025

Dans la province pakistanaise du Balochistan, le thermomètre a atteint 49°C, tandis qu'à New Delhi, il a fait plus de 40°C. Des températures qui repoussent les limites de survivabilité de l'être humain, soit le moment où le corps n'arrive plus à transpirer, et donc à se refroidir. C'est la conclusion alarmante du nouveau rapport de ClimaMeter.

Le changement climatique est la principale cause des récentes fortes chaleurs en Inde et au Pakistan, selon ClimaMeter, cette organisation mesure si et comment le réchauffement climatique favorise l'arrivée d'événements climatiques extrêmes. Sur les journées du 14 et du 15 avril, la moyenne des températures dans les deux pays a été 4°C supérieure à la période référence, comprise entre 1950 et 1986. RFI 19 avril 2025

J-C – Ici c'est l'été, donc pendant environ un ou deux mois, parfois un peu plus, la journée on frôle ou on dépasse 40°C à l'ombre. Il y a de cela quelques années déjà, on avait atteint 43°C pendant un ou deux jours, bref, rien de plus normal en cette saison, tout le monde y est habitué. Evidemment c'est plus difficile à supporter que lorsque la température est plus clémente, mais qu'y pouvons-nous, rien, alors on attend que cela se passe, c'est tout.

Le bilan alarmant de Copernicus sur le climat en Europe en 2024, entre inondations et chaleurs records - Le HuffPost 15 avril 2025

D'après le rapport de l'observatoire européen Copernicus, publié ce mardi 15 avril, l'Europe a connu en 2024 une chaleur record mais aussi les pires inondations depuis plus d'une décennie.

Le bilan, produit en collaboration avec l'Organisation météorologique mondiale, indique que près d'un tiers du réseau fluvial européen a été inondé l'an dernier, qui a été l'une des dix années les plus pluvieuses du continent depuis 1950.

Ce sont « *les inondations les plus étendues* » que l'Europe ait connues « *depuis 2013* », a souligné lors d'un point presse Samantha Burgess du Centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme (ECMWF), qui assure le service climatologique de Copernicus.

Pourvu qu'ils ne puissent pas se reproduire... à défaut de pouvoir les supprimer...

Etats-Unis : de jeunes millionnaires organisent une course de spermatozoïdes (et ce n'est pas une blague) - 20 Minutes 18 avril 2025

De jeunes millionnaires prévoient d'organiser une course de spermatozoïdes le 25 avril à Los Angeles, à la fois pour faire le buzz et pour sensibiliser au déclin de la fertilité masculine. 20 Minutes 18 avril 2025

En oligarchie. Le suzerain, sa cour et ses sujets

Trump veut faire fonctionner le gouvernement des États-Unis «comme un business» - RT 19 avr. 2025

Le 18 avril, le président américain Donald Trump a publié sur son compte du réseau social Truth Social une annonce qui prévoit un changement d'approche au sein du gouvernement. Selon lui, le Bureau de gestion du personnel publiera bientôt de nouvelles règles pour les fonctionnaires, visant à instaurer des normes strictes concernant leur conduite.

« *Selon le décret que j'ai signé le premier jour de ma présidence, le bureau de gestion du personnel publiera de nouvelles règles de la fonction publique pour les fonctionnaires. À l'avenir, les fonctionnaires travaillant sur des questions politiques seront classés dans la catégorie "Agenda politique/Carrière" et devront respecter les normes les plus strictes en matière de conduite et de résultats* », a-t-il écrit.

Donald Trump a également précisé que si ses fonctionnaires refusaient de « *promouvoir les intérêts politiques du président* » ou s'ils « *se livrent à des actes de corruption* », « *ils ne devront plus exercer leurs fonctions* ».

Mélenchon, cet histrion du capitalisme et du régime de la Ve République.

J-C - La préoccupation de Mélenchon : Comment ramener "*le vote populaire (qui) a été perdu aux États-Unis*" dans le giron du Parti démocrate capitaliste afin d'assurer la survie du capitalisme?

Traduction en France : Comment ramener le vote perdu par le Nouveau Front populaire capitaliste ou le PS, afin d'assurer la survie du capitalisme et du régime de la Ve République ?

Jean-Luc Mélenchon va rencontrer la députée démocrate Alexandria Ocasio-Cortez à New York - BFMTV 18 avril 2025

Jean-Luc Mélenchon va rencontrer la députée démocrate Alexandria Ocasio-Cortez à New York ce samedi 19 avril, selon des informations de BFMTV. L'objectif de cette rencontre: poser les prémices de la riposte de la gauche après l'élection de Donald Trump.

"*Suite à la défaite de Kamala Harris et l'élection de Trump, le vote populaire a été perdu aux États-Unis*", constate La France insoumise. "*Cela centralise la discussion sur la stratégie des insoumis puisqu'on a fait 22% à la présidentielle et on a battu l'extrême droite et les macronistes aux élections suivantes. La discussion aura lieu sur le fond et les stratégies*", précise le parti. BFMTV 18 avril 2025

Un plat réchauffé particulièrement indigeste, toxique, mortel.

"Ça va chauffer": Mélenchon estime que Trump peut provoquer une "révolution sociale" aux États-Unis avec les droits de douane - BFMTV/AFP 22 avril 2025

"*Donald Trump est peut-être le début d'une révolution sociale aux États-Unis d'Amérique. Quand les Américains vont se rendre compte que tous leurs prix vont augmenter*" et qu'"*il ne suffit pas de mettre des droits de douane à l'aveuglette pour reconstituer une industrie et une agriculture aux États-Unis (...) ça va chauffer*", a jugé le leader de la France insoumise, dans un entretien à l'AFP, après une conférence à la "*Cuny*", l'université publique de New York.

Il a prévu de rencontrer l'une des figures de la gauche américaine, l'élue à la Chambre des représentants Alexandria Ocasio-Cortez, dont les meetings "*anti-oligarchie*" avec le sénateur Bernie Sanders déplacent les foules depuis plusieurs semaines.

"*Le résultat c'est que peut-être Donald Trump va être l'occasion d'un rebond de la gauche vers la gauche. Mais il est possible aussi qu'il n'y ait plus jamais de gauche aux États-Unis d'Amérique comme par exemple c'est le cas en Italie*", ajoute-t-il. BFMTV/AFP 22 avril 2025

Alexandria Ocasio-Cortez "anti-oligarchie", vérifions-le tout de suite.

J-C - L'organisation américaine WSWS, qui se réclame du trotskysme, est mieux placée que nous pour évoquer madame Alexandria Ocasio-Cortez.

L'Ocasio-Cortez promeut le « *populisme économique* » mené par le démocrate de la CIA Jared Golden en tant qu'avenir du Parti démocrate - 1er avril 2025

<https://www.wsws.org/en/articles/2025/04/02/lzsr-a02.html>

Au format pdf en français.

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2025/Alexandria Ocasio-Cortez_2.pdf

Alexandria Ocasio-Cortez se vante de sa transformation en agent loyal de l'impérialisme américain - 1 septembre 2023

<https://www.wsws.org/fr/articles/2023/09/01/pers-s01.html>

Au format pdf en français.

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2025/Alexandria Ocasio-Cortez_1.pdf

Alexandria Ocasio-Cortez dénonce les socialistes et fait l'éloge de l'administration Biden, Parti démocrate - 25 mars 2021

<https://www.wsws.org/en/articles/2021/03/26/aoc-m26.html>

Au format pdf en français.

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2025/Alexandria Ocasio-Cortez_4.pdf

Alexandria Ocasio-Cortez finance les démocrates de la CIA - 4 avril 2021

<https://www.wsws.org/en/articles/2021/04/05/demo-a05.html>

En français.

<https://www.wsws.org/fr/articles/2021/04/07/aocf-a07.html>

Pourquoi Alexandria Ocasio-Cortez est dans le même parti que Joe Biden - 28 janvier 2020

<https://www.wsws.org/en/articles/2020/01/28/cort-j28.html>

Au format pdf en français.

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2025/Alexandria Ocasio-Cortez_3.pdf

En famille, le NFP avec Macron. Ils sont devenus inséparables !

BFMTV- Une délégation de parlementaires et d'élus de gauche français a dénoncé ce dimanche 20 avril "*une punition collective*" après l'annulation de leurs visas à deux jours d'un déplacement en Israël, et en appelle à Emmanuel Macron.

Cette délégation, comprenant notamment les députés François Ruffin, Alexis Corbière et Julie Ozenne (groupe écologiste), Soumya Bourouaha (groupe GDR, communiste) et la sénatrice Marianne Margaté (groupe communiste), devait se rendre en Israël et dans les territoires palestiniens du 20 au 24 avril.

J-C - Reconnaître un territoire aplati, réduit sous un tapis de bombes à un amas de poussières et gravats, un peuple massacré et réduit à la famine, en voilà du "*courage*" ! Ces scélérats ne savent plus quoi inventer pour cautionner Macron et les institutions.

BFMTV - Emmanuel Macron a récemment annoncé que la France pourrait reconnaître un État palestinien en juin, à l'occasion d'une conférence qu'elle coprésidera avec l'Arabie saoudite à New York.

"Depuis des décennies, nous appelons de nos vœux et revendiquons que la France reconnaisse l'État palestinien. La France s'apprête à passer enfin le pas de cette reconnaissance. C'est un acte courageux, qui rendrait hommage à son histoire et notre vision de la démocratie, de la liberté, de l'égalité et de la fraternité", ajoutent ces élus. BFMTV 21 avril 2025

Gaza : Les Etats-Unis conditionnent l'entrée de la nourriture à un accord... cautionnant un crime de guerre - 20minutes.fr/AFP 22 avril 2025

La bande de Gaza est aujourd'hui plongée dans la pire situation humanitaire depuis le début de la guerre déclenchée, avec une famine grandissante, mais le nouvel ambassadeur des Etats-Unis en Israël, Mike Huckabee, plutôt que de mettre la pression sur Israël pour permettre l'entrée d'aide humanitaire, en profite pour mettre la pression aux Gazaouis. « *Nous appelons le Hamas à signer un accord afin que l'aide humanitaire puisse entrer dans Gaza pour ceux qui en ont désespérément besoin* », a dit Mike Huckabee dans une déclaration vidéo sur X.

Rappelons que l'accès à la nourriture pour les populations civiles prises dans une guerre fait partie des droits garantis par les conventions internationales, telle que la quatrième Convention de Genève de 1949. L'utilisation de la famine des civils comme « *méthode de guerre* » est proscrite, cela constitue un crime de guerre.

Pourtant, des responsables israéliens ont fait des déclarations publiques exprimant leur objectif de priver les civils de Gaza de nourriture, d'eau et de carburant. Et ces méthodes sont désormais encouragées par les Etats-Unis.

Après plus de 18 mois de guerre et la suspension le 2 mars par Israël de l'entrée de l'aide, la situation humanitaire est jugée alarmante dans le territoire où vivent 2,4 millions de Palestiniens. Des Palestiniens affamés se rabattent sur la viande de tortue. En juin dernier, les acteurs du secteur

humanitaire avaient évoqué des Palestiniens si démunis qu'ils en étaient parfois réduits à se nourrir d'aliments pour animaux ou d'herbe, et à boire des eaux usées. 20minutes.fr/AFP 22 avril 2025

Le Hamas conserve 20 000 combattants face à une offensive israélienne – RT 21 avr. 2025,

Le 20 avril 2025, des sources sécuritaires israéliennes ont révélé que le Hamas maintient une force de 20 000 combattants en réserve dans la bande de Gaza, prêt à contrer une éventuelle offensive israélienne, selon i24NEWS.

Courriel que j'ai envoyé le 21 avril 2025 à Union Juive Française pour la Paix (UJFP).

Lu dans la rubrique des lecteurs du blog Le Grand Soir :

- Le site twitter du NPA 66 fait savoir qu'ils retirent leur signature de soutien à une soirée à Perpignan pour la Palestine. Raison, la présence de Michel Collon à cette soirée. Et dans leur justification, ils mettent un article de comparicity whatch qui attaque Michel Collon.

Il y a déjà 4 ou 5 mois, le NPA avait pratiquement applaudi à l'envoi d'armes à l'Ukraine. Cette organisation devient de plus en plus trouble.

Un autre lecteur :

L'UJFP a suivi. On peut lire leur communiqué, de L'UJFP, sur leur site. Eventuellement leur écrire pour dire ce que l'on en pense...

C'est ce que j'ai fait, voilà le courriel que je leur ai adressé.

Réaction à "*Une déclaration de l'UJFP sur ses interventions publiques*".

Vous avez écrit : "*Mais nous ne souhaitons pas être partenaires de personnalités dont les positions peuvent rejoindre celles de l'extrême droite complotiste, en voyant dans le soutien impérialiste à l'État d'Israël le résultat de l'influence d'un complot juif mondial qui dirige le monde.*"

Je ne vois pas en quoi cela concernerait monsieur Michel Collon. Il s'agit d'un prétexte pour ne pas avoir à dialoguer avec un intellectuel qui ne partage pas vos positions, et pour cause.

Vous êtes partisans de la solution à deux Etats, autrement dit la partition de la Palestine qui signifie son arrêt de mort (résolution 181 adoptée par l'ONU le 29 novembre 1947).

J'ai donc lu dans votre blog que vous assumiez être sionistes en justifiant l'existence d'Israël qui est la négation de la Palestine.

Donc, je comprends pourquoi vous ne souhaitez pas être associés à des événements auxquels participent des personnalités militant pour l'établissement d'une République palestinienne démocratique et laïque accordant les mêmes droits à tous ses citoyens sans distinction d'origine ethnique, de religion, de philosophie, etc. car effectivement, il y a là incompatibilité avec la solution

à deux Etats ou le maintien de l'existence de l'Etat d'Israël, dont vous défendez le droit à l'existence, donc d'assurer sa sécurité, donc de se défendre, vous connaissez la suite, Etat d'Israël dont finalement vous êtes des agents déguisés ou avançant masqués. Vous ne souhaitez pas que vos contradictions et votre compromission avec le sionisme soient mises en lumière éventuellement lors d'une discussion, on peut vous comprendre. Vous n'assumez pas vos positions jusqu'au bout, c'est malhonnête et indigne des idées que vous prétendez porter par ailleurs.

C'est juste un constat, sans plus.

Voilà pourquoi ils ne pourront jamais plus réindustrialiser la France ou n'importe quel pays occidental, y compris les Etats-Unis.

J-C - Le taux de productivité en France ou en occident n'égalera pas avant longtemps ou jamais celui de la Chine et ses semblables en Asie, en Afrique, en Amérique du Sud, en Europe centrale, les coûts de production, dont la main d'œuvre, seront toujours trop élevés et le taux de plus-value trop bas.

Mais cela, ils ne peuvent pas le proclamer sur tous les toits, d'où les vociférations et gesticulations grotesques de Trump et ses semblables que la crise du capitalisme rend fou, on les comprend, et on va s'employer à leur pourrir la vie un peu plus. Le niveau de vie des masses est trop élevé, ils consomment trop parce qu'ils disposent de trop de temps libre, les travailleurs ne travaillent pas assez et pas assez longtemps...

En Inde où ils travaillent 6 jours sur 7, ils n'ont pas de loisirs ou de divertissement, les enfants n'ont pas de jouets, ils ne font pas de sport, ils ne partent pas en vacances, ils n'y ont pas le droit, ils ne vont pas au café, au restaurant, au cinéma ou au théâtre, ils n'ont pas des armoires remplies de vêtements, ils n'ont pas de quoi se soigner, s'instruire, entretenir leur habitation, leur moyen de transport, ils ont tout juste de quoi survivre au quotidien en étant voués à la précarité absolue. Du coup, ils craignent tout ce qui bouge, de tomber malade, d'avoir un accident, en un mot, ils sont disciplinés et soumis, ils votent tous les 4 ans je crois, et ils n'attendent rien de l'existence, du gouvernement, de la société, de quiconque, ils se résignent à leur vie cauchemardesque d'esclaves puisqu'ils n'ont aucun espoir d'en voir le bout un jour. Ils vivent pour travailler, une fois leurs besoins élémentaires réduits à une portion congrue, uniquement pour payer des charges imposées qui engraisseront des capitalistes, charges à mettre au compte paraît-il du développement économique. Quant au progrès social, ils n'en verront pas la moindre trace, il est réservé pour les nantis d'occidentaux, qui en rajoutent chaque fois qu'ils revendiquent une amélioration de leur condition, puisque ce sera au détriment de la leur... et du socialisme, mais aucun n'en a réellement conscience, sauf les dirigeants du mouvement ouvrier subordonnés au capitalisme et les capitalistes eux-mêmes.

Bienvenue au club des exploités jusqu'à la corde du pendu par désespoir !

« Les Français ne travaillent pas assez » : François Bayrou a-t-il raison ? - Publicsenat.fr 17 avril 2025

« Les Français ne travaillent pas assez », a estimé François Bayrou lors de son discours du 15 avril sur l'état des finances publiques. Devant un parterre de parlementaires, de partenaires sociaux et de membres du gouvernement, le Premier ministre a constaté que le pays « manque de ressources » car « nous ne produisons pas assez ». Il a également souligné le « faible taux d'emploi des jeunes et des

seniors par rapport à nos voisins européens » estimant que nous ne travaillons « pas assez ». Il a exhorté les Français à se relever les manches : « Seule une prise de conscience de nos concitoyens peut soutenir une action déterminée ».

Mais François Bayrou a-t-il raison ? Les Français travaillent-ils moins que leurs voisins européens ? Pour l'économiste Éric Heyer, analyste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) cette affirmation n'est pas complètement juste : « *Sur un temps complet, les Français travaillent un petit peu moins que les autres, mais lorsque l'on ajoute le temps partiel, alors la donne est rééquilibrée* ».

Selon les données d'Eurostat pour l'année 2024, les personnes occupant un emploi à temps complet en France travaillent en moyenne 39,9 heures par semaine soit une durée inférieure à la moyenne des pays de l'Union européenne qui est de 40,3 heures. En Allemagne, la moyenne s'élève à 40,2 heures. En durée effective par an, la France se classait même, en 2022, avant dernière des pays membres de l'UE.

Mais sur les temps partiels, la France ne figure pas en tête du classement des pays européens. En 2024, selon l'Insee, 16,8 % des personnes en emploi sont à temps partiel en France. Le pays se situe même en dessous de la moyenne européenne qui s'élève à 17,8 %. Qui plus est, les personnes ayant un emploi à temps partiel travaillent plus en France avec une moyenne de 22,8 heures par semaine soit une heure de plus que la moyenne européenne.

Dès lors, selon les types d'emplois cumulés (complet ou partiel), les travailleurs français travaillent en moyenne autant que leurs voisins européens avec une durée moyenne de 36 heures par semaine contre 36,1 heures pour l'UE selon Eurostat pour l'année 2023. Elle dépasse même l'Allemagne de deux heures par semaine. Au sein de l'Union, c'est la Grèce qui fait figure de grande gagnante avec une moyenne de 39,8 heures. « *La Grèce a le temps de travail le plus élevé, ce qui veut dire qu'il n'y a pas forcément de lien entre-temps de travail et croissance* », souligne Éric Heyer.

On travaille de longues heures en France

La France se classe également parmi les premiers pays européens pour les salariés travaillant de longues heures. En 2022, 10 % des personnes employées en France travaillaient 49 heures ou plus. C'est en moyenne 7,4 % pour l'Union européenne. La Grèce se classe encore une fois première de ce classement avec une moyenne de 12,6 % suivie par... La France.

Un taux d'emploi plus faible chez les jeunes et les seniors

Lors de son discours, François Bayrou a regretté que le « *taux d'emploi des jeunes et des seniors soit plus faible* » en France que chez nos voisins européens comme l'Allemagne et le Royaume-Uni. « *Contrairement à d'autres pays européens, nous commençons à travailler plus tard et nous partons plus tôt* », reconnaît Éric Heyer. « *Sur la catégorie 25-55 ans, nous travaillons autant que nos voisins européens, mais lorsque l'on s'approche des extrémités les chiffres se réduisent* ».

Pour l'économiste, cette anomalie aux extrémités tend à se résorber par les mesures économiques du gouvernement. L'investissement dans l'apprentissage a fortement augmenté le taux d'emploi chez les jeunes. « *Sur les seniors également nous progressons même si nous sommes encore loin de pays comme l'Allemagne et les Pays-Bas. La raison d'un taux d'emploi plus faible chez les seniors est aussi à regarder du côté du management spécifique à la française. Ce management dur ne permet pas l'épanouissement des salariés ce qui conduit souvent à un accord à l'amiable avec l'employeur lorsqu'un salarié arrive à 55 ans* ».

Baisse de la productivité chez les salariés

Pour Éric Heyer, si nous produisons moins c'est aussi parce que notre productivité a baissé. « *La baisse de la productivité est liée aux politiques d'Emmanuel Macron. En baissant le coût du travail, en augmentant l'apprentissage, en sauvant des entreprises non viables, le gouvernement a certes créé des emplois, mais il a aussi fait baisser la productivité car en parallèle il n'y a pas eu de hausse de l'activité. Enrichir la croissance en emploi ou baisser la productivité c'est la même phrase* », souligne l'économiste.

J-C – Pendant que les oisifs ou les rentiers se goinfrent comme jamais :

- Les entreprises du CAC 40 ont reversé 98,2 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2024, soit un montant 60 % supérieur à ceux de 2019 (60,2 milliards).

Entre 2000 et 2020, les dividendes distribués aux actionnaires du CAC40 ont augmenté de 269 %.

La France est le pays de l'UE où les dividendes versés par les entreprises sont les plus élevés.

France.

Le roitelet a un nouveau protecteur ou souteneur.

Emmanuel Moulin succède à Alexis Kohler comme bras droit de Macron à l'Élysée, voici son profil - Le HuffPost 16 avril 2025

C'est lui qui va désormais occuper le poste très stratégique de secrétaire général de l'Élysée, et qui aura la tâche de faire oublier « *l'ombre* » du chef de l'État, parfois qualifié de « *vice-président* » au cours de ces huit ans rue du Faubourg Saint-Honoré, une longévité presque sans précédent dans cette fonction.

Avant d'accepter cette mission, Emmanuel Moulin, haut-fonctionnaire de 56 ans, Versaillais de naissance, peut se targuer d'un CV impressionnant. Il a notamment été directeur de cabinet du ministre de l'Économie Bruno Le Maire (entre 2017 et 2020), puis directeur du Trésor, le poste le plus prestigieux à Bercy (entre 2020 et 2024), avant de rejoindre Gabriel Attal pour devenir son directeur de cabinet lors de ses neuf mois à Matignon. Voici, en plus de ce palmarès, ce qu'il faut savoir du nouvel homme fort en macronie.

Ancien diplômé de l'ESSEC ou de l'ENA. De quoi le rapprocher de son prédécesseur et de son nouveau patron Emmanuel Macron. Emmanuel Moulin commence ainsi son engagement dans le giron du Parti socialiste dans les années 1980, en président le club *Opinions* à Science Po. Un cénacle étudiant qui réunissait alors des jeunes rocardiens, dont l'ancien Premier ministre Edouard Philippe et un certain Alexis Kohler.

Mais c'est avec la droite au pouvoir qu'il fait son entrée dans les ministères. Il rejoint Bercy et le cabinet du ministre de l'Économie Jean-Louis Borloo en 2006, puis celui de sa successeuse Christine Lagarde, avant de s'installer à l'Élysée pour la première fois, en 2009, comme conseiller économique du président Nicolas Sarkozy.

Lorsque le socialiste François Hollande arrive au pouvoir en 2012, Emmanuel Moulin quitte la scène politique pour pantoufler dans le privé (chez Eurotunnel ou la banque italienne Mediobanca par exemple) et ne revient à Bercy qu'avec la nomination de Bruno Le Maire en 2017. Un parcours qui fait dire au président de la Cour des comptes Pierre Moscovici, que son ancien collaborateur au PS (dans les années 1990) est devenu un « *sarkozyste* » inclassable.

De retour à l'Élysée, Emmanuel Moulin arrive auprès d'Emmanuel Macron avec une réputation... de chat noir. Son parcours, auprès de Christine Lagarde, Nicolas Sarkozy puis de Bruno Le Maire est effectivement marqué par plusieurs crises économiques majeures : celle des subprimes et des faillites bancaires en 2007, celle de la zone euro à partir de 2008, puis celle de la pandémie de Covid en 2020.

C'est lui, comme directeur de cabinet de Bruno Le Maire à Bercy, qui a notamment mis en musique le fameux « *quoi qu'il en coûte* », suggérant par exemple les prêts garantis par l'État (PGE), comme le raconte l'ancien ministre dans un de ses livres.

Collaboration de classes. Qui les syndicats représentent-ils et défendent-ils, l'emploi, les travailleurs, les exploités ou les entreprises, les patrons, les exploités, devinez ?

Droits de douane : les syndicats à Bercy pour défendre l'emploi face à la menace américaine - RT 18 avr. 2025

Les leaders des principales centrales syndicales françaises – CFDT, CGT, FO, CFE-CGC et CFTC – se réunissent ce 18 avril à Bercy dès 8h pour aborder les conséquences des hausses des droits de douane américains sur l'emploi. Cette rencontre, organisée à la demande pressante des syndicats, fait suite à un Conseil national de l'Industrie du 9 avril, où ils n'avaient pas été conviés, suscitant leur frustration. Les discussions impliquent les ministres de l'Économie (Éric Lombard), du Travail (Catherine Vautrin et Astrid Panosyan-Bouvet), des Comptes publics (Amélie de Montchalin), du Commerce extérieur (Laurent Saint-Martin), de l'Industrie (Marc Ferracci) et la secrétaire d'État au Numérique (Clara Chappaz). Éric Lombard doit ensuite rencontrer le président à 10h.

J-C - Quand ils ne sont pas conviés à une réunion réunissant gouvernement et patronat, les syndicats dits ouvriers sont "*frustrés*", de quoi, mais qu'on ignore le rôle primordial qu'ils jouent à leur côté, et qu'en échange l'aristocratie ouvrière ne reçoive pas au minimum une obole en forme de reconnaissance, quels ingrats tout de même ! Bref, ils sont devenus inséparables eux aussi.

RT - Marylise Léon (CFDT) regrette l'exclusion des syndicats du Conseil des entreprises du 14 avril avec le Medef, soulignant que « *les salariés sont au cœur des entreprises* ». Elle a appelé à des mesures concrètes pour sécuriser l'emploi.

J-C - Après l'annonce de dizaines de milliers de licenciements dans la plupart des secteurs économiques, à l'heure où des centaines de milliers d'emplois sont directement menacés, au lieu d'appeler la classe ouvrière à la mobilisation générale, ils s'adressent à qui, ils s'en remettent à qui histoire de la diviser, au Medef, corporatisme oblige !

RT - Amélie de Montchalin a promis 5 milliards d'euros pour soutenir les secteurs touchés mais les syndicats exigent des garanties sociales. Cette réunion marque un tournant : associer enfin les salariés à la stratégie face à une guerre commerciale qui menace la stabilité économique française.
RT 18 avr. 2025

J-C - Gageons que ces 5 milliards d'euros tomberont dans l'escarcelle des entreprises du CAC40 qui ont distribué près de 100 milliards d'euros à leurs actionnaires en 2024. Cette somme pourrait servir à financer des charrettes de licenciements, l'heure est à l'allègement des charges des entreprises qui sont tournées vers l'exportation...

Ces syndicats sont les DRH du capitalisme, leur bonne conscience, leur caution morale ou immorale, selon le côté de la barricade où on se situe.

Ensuite, il ne faut pas en vouloir aux travailleurs et aux militants du mouvement ouvrier d'être subordonnés au capitalisme, pour autant, sans aller dans leur sens ou les épargner le moins du monde, car ce serait leur rendre le pire des services que flatter leurs croyances ou illusions qui s'inscrivent en contradiction avec leurs intérêts fondamentaux, les dénoncer et les combattre est un devoir pour le militant ouvrier socialiste, c'est toujours préférable que juger ou insulter les travailleurs et les militants. Je ne suis pas certain que beaucoup saisiront cette distinction, on s'en fout aussi pour tout dire !

Capitalisme : Stop ou encore ?

J-C – Nous ne poserons pas cette question à un dirigeant syndical qui a son rond de serviette à la table du Medef ou du gouvernement.

Plans sociaux en France : une menace croissante pour l'emploi - RT 19 avr. 2025

La multiplication des plans sociaux dans le commerce et l'industrie frappe durement l'emploi en France. Hypermarchés, enseignes spécialisées et secteurs industriels subissent des fermetures et licenciements massifs, accentués par la crise économique et la concurrence.

En 2025, la France fait face à une vague de plans sociaux qui ébranle le marché du travail. Le secteur du commerce, particulièrement les hypermarchés, est en première ligne. Des enseignes comme Auchan, avec 2 389 suppressions de postes annoncées en novembre 2024, ou Casino, qui licencie 2 200 personnes entre 2024 et 2025, illustrent la crise du modèle des grandes surfaces. La fermeture de 30 magasins Intermarché, jugés « *inexploitables* », menace 680 salariés, comme à Plan de Campagne, près de Marseille, où 122 employés sont « *sous le choc* » après l'annonce brutale de la fermeture définitive.

Les enseignes spécialisées pas épargnées

Les enseignes spécialisées ne sont pas en reste. Gifi supprime 302 postes avec la fermeture de 11 magasins, tandis qu'Office Depot licencie 116 personnes après la fermeture de neuf points de vente. Casa, avec 143 magasins, cherche un repreneur, laissant 600 salariés dans l'incertitude. Colruyt, leader belge, envisage de céder ses 101 supermarchés français, menaçant 2 500 emplois. Ces chiffres reflètent une conjoncture économique dégradée, marquée par un record de faillites en 2024 et une guerre commerciale mondiale.

Les causes sont « *multifactorielles* », selon Rémy Frey, de la CGT-Commerce, cité par le journal Le Monde. La concurrence d'internet, la crise du pouvoir d'achat et des charges élevées, comme les loyers, fragilisent les enseignes. Angélique Bruneau, de FGTA-FO, compare cette situation au démantèlement industriel des années 1990. Les hypermarchés, autrefois piliers de l'emploi non qualifié, souffrent d'un modèle obsolète. Les salariés, souvent des femmes (82 % dans les

hypermarchés) ou des seniors avec 30 ans d'ancienneté, deviennent des « variables d'ajustement » dans une guerre des prix acharnée.

Pour éviter les licenciements, certains groupes, comme Carrefour, externalisent des magasins via la franchise ou la location-gérance, transférant 27 300 salariés hors de leurs effectifs depuis 2018. Mais cela entraîne une perte d'acquis sociaux, équivalant à un à deux mois de salaire.

Les jeunes, touchés par un chômage à 19 % fin 2024, et les seniors, pénalisés par la sélectivité des recruteurs, sont les plus vulnérables. Avec un taux de chômage prévu à 8,5 % d'ici fin 2026 et une situation délicate pour les finances publiques, la « grande angoisse » du chômage est de retour.

Etats-Unis.

Quand Trump invoque l'article 232, son 49.3 pour imposer des droits de douane - LePoint.fr 17 avril 2025

Donald Trump va ainsi utiliser, comme l'a annoncé la Maison-Blanche, mardi 15 avril, l'article 232 d'une loi datant de... 1962. « *L'ordonnance ordonne au secrétaire au Commerce d'ouvrir une enquête en vertu de l'article 232 de la loi sur l'expansion du commerce de 1962 afin d'évaluer l'impact des importations [des minéraux critiques transformés importés et de leurs produits dérivés] sur la sécurité et la résilience de l'Amérique* », est-il expliqué dans ce décret.

Cette section de la loi autorise le dirigeant américain à augmenter les droits de douane sur un article sans avoir à passer par le Congrès. Pour cela, le ministère du Commerce doit estimer dans son enquête qu'il est importé des produits « *aux États-Unis en telle quantité ou dans de telles circonstances que cela représente une menace ou une altération de la sécurité nationale* ».

Comme il est précisé dans le décret, si l'enquête aboutit, « *tout taux tarifaire résultant imposé en vertu de l'article 232 remplacerait le taux tarifaire réciproque actuel* ».

Guerre en Ukraine : Kiev et Washington signent un « mémorandum d'intention » pour les minerais rares - 20 Minutes avec AFP 18 avril 2025

Jeudi, les gouvernements américain et ukrainien ont signé un mémorandum d'intention ouvrant la voie à un accord global sur l'accès aux minerais rares de l'Ukraine. L'objectif : établir un partenariat économique durable et lancer un fonds stratégique pour la reconstruction du pays.

Le contenu précis du mémorandum n'a pas encore été rendu public. 20 Minutes avec AFP 18 avril 2025

États-Unis : Donald Trump veut payer les immigrants illégaux pour qu'ils « s'auto-expulsent » - 20minutes.fr 17 avril 2025

« Nous allons leur donner de l'argent et un billet d'avion, puis nous allons travailler avec eux, a déclaré le chef d'État américain. S'ils sont en règle, si nous voulons qu'ils reviennent, nous allons travailler avec eux pour les faire revenir le plus rapidement possible. »

Le président républicain a également déclaré vouloir aider les hôtels et les fermes à trouver les travailleurs dont ils ont besoin, suggérant que des immigrants illégaux pourraient à terme être employés dès lors qu'ils décrochent une autorisation légale.

Bloomberg : le plan américain de résolution du conflit ukrainien prévoit la reconnaissance des nouveaux territoires russes - RT 18 avr. 2025,

Lors des pourparlers à Paris sur la crise ukrainienne, les États-Unis auraient proposé un plan de résolution du conflit, rapporte Bloomberg. Ce projet inclurait un gel du conflit, la reconnaissance des territoires libérés par la Russie comme russes, un assouplissement des sanctions antirusse et le renoncement à l'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN.

Russie.

Sergueï Lavrov : l'UE démontre son intention de rétablir l'idéologie nazie - RT 20 avr. 2025

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, accuse la bureaucratie bruxelloise d'être à l'origine d'une restauration de l'idéologie nazie. Ses déclarations interviennent après l'interdiction faite par l'UE aux dirigeants de ses États membres de se rendre à Moscou pour les célébrations de la Victoire sur le nazisme le 9 mai.

L'interdiction faite par l'Union européenne aux dirigeants des États membres de se rendre à Moscou pour la célébration de la Grande victoire sur le nazisme, le 9 mai, témoigne de la restauration de l'idéologie nazie en Europe, a déclaré Sergueï Lavrov, ministre russe des Affaires étrangères, dans une interview accordée au journaliste Pavel Zaroubine.

«Il n'existe pas de mot pour caractériser ce phénomène. C'est totalement ahurissant, et je ne suis pas ironique, que l'Union européenne veuille ouvertement relancer l'idéologie européenne du nazisme», a-t-il souligné.

Sergueï Lavrov a indiqué que les dirigeants de la bureaucratie bruxelloise sont «à la tête de ce processus», et la Russie ne l'acceptera pas. *«Nous ferons tout pour que cette idéologie ne renaisse pas, qu'elle soit détruite une fois pour toutes et que l'Europe retrouve ses valeurs»,* a indiqué le chef de la diplomatie russe.

Le 14 avril, la Haute représentante de l'UE pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité Kaja Kallas a déclaré que toute participation des dirigeants européens au 80ème anniversaire de la Victoire sur le nazisme à Moscou le 9 mai *«ne sera pas prise à la légère du côté européen»,* les menaçant de *«conséquences».*

Malgré ces déclarations, le Premier ministre slovaque Robert Fico, le président serbe Aleksandar Vucic et le président de la République serbe de Bosnie Milorad Dodik ont annoncé leur intention de se rendre en Russie pour les célébrations, affirmant qu'ils ne craignaient pas les sanctions de l'UE et que la Haute représentante de l'Union européenne ne pouvait pas dire aux États souverains ce qu'ils pouvaient ou ne pouvaient pas faire.

Il existe bien un projet de démantèlement ou de balkanisation de la Fédération de Russie.

Analyse – Disloquer la Russie : Le projet mondialiste qui ne dit pas son nom par Alexandre Raoult - lediplomate.media 7 avril 2025

On pourrait croire qu'il s'agit d'un scénario de roman géopolitique. Pourtant, c'est bien réel : un projet, soutenu par certains cercles transnationaux, vise aujourd'hui ouvertement la dislocation de la Fédération de Russie. Au cœur de cette dynamique, on retrouve des structures bien connues comme l'Union Paneuropéenne Internationale (UPI), fondée il y a un siècle pour promouvoir l'unité européenne, mais dont certaines branches semblent aujourd'hui tentées par des ambitions plus radicales.

(...)

Conclusion : Vers une gouvernance sans peuples ?

Les ambitions affichées par des organisations comme l'Union Paneuropéenne Internationale, appuyées par des forums tels que celui des Peuples Libres de la Post-Russie, dessinent les contours d'un monde où les grands ensembles supranationaux ne se contentent plus d'un rôle diplomatique ou régulateur. Ils se muent en architectes d'un nouvel ordre mondial, redessinant les cartes, disloquant les États, et modelant à leur convenance les marchés émergents.

Derrière les discours de démocratie, d'autodétermination et de « *décolonisation interne* », se cache souvent un projet cynique d'exploitation territoriale, où les populations locales ne sont que des variables d'ajustement au service d'intérêts économiques globaux. Loin d'être émancipatrices, ces logiques visent à affaiblir les États-nations, à les réduire en entités fragmentées et dépendantes, pour mieux les soumettre aux normes du capital transnational, à la doctrine néolibérale, et aux stratégies d'influence des puissances dominantes.

Ce que nous révèle le cas ukrainien – entre privatisations massives, bradage du patrimoine industriel et mainmise d'intérêts étrangers – pourrait bien annoncer le sort réservé à une Russie éclatée, si les projets mondialistes aboutissent. Plus qu'un changement d'équilibre, c'est un véritable changement de paradigme qui se dessine : celui d'une gouvernance mondiale sans légitimité populaire, où les peuples ne décident plus de leur avenir, mais le subissent.

La question n'est donc plus seulement géopolitique : elle est existentielle pour nos démocraties. Jusqu'où accepterons-nous que des institutions sans mandat direct, des élites hors-sol et des consortiums financiers façonnent l'avenir des nations au mépris de leur souveraineté et de leur volonté collective ?

Ce qui se joue en Ukraine, et peut-être demain en Russie, concerne chacun de nous. Car un monde gouverné sans peuples est un monde gouverné contre eux.

<https://lediplomate.media/2025/04/disloquation-russie-projet-mondialiste/alexandr/monde/russie-et-ukraine/>

C'est l'objectif de l'OTAN et de sa guerre contre la Fédération de Russie téléguidée par l'oligarchie financière anglo-saxonne (pour faire bref).

Liberté et prospérité.

Forum des nations, nations unies politiques – plate-forme pour analyse, communication et débat pour le faits de conclusion des solutions optimales

Décolonisation de la prétendue Fédération de Russie. Ce que nous faisons, c'est une lutte anticoloniale et de libération nationale contre l'impérialisme de la Moscovie. L'Empire terroriste de la Fédération de Russie, en libérant les nations occupées et les régions colonisées, doit être remplacé par un espace post-russe pacifique et civilisé. Il s'agit d'une composante non alternative de la nouvelle architecture de la sécurité à long terme, tant en Europe qu'en monde.

La décolonisation, la libération de l'occupation et l'oppression coloniale de la Moscovie, la création de nouvelles entités géopolitiques, ainsi que la reconstruction ultérieure des futurs États indépendants de l'espace post-russe : Tatarstan, République de l'Oural, Sakha, Bachkottostan, États-Unis de Sibérie, Carèle, Circassia, Ingouchetia, République de la Baltique Karaliau-Est,

41 États indépendants, libres, développés et réussis au lieu d'un empire fou est notre objectif principal.

<https://www.freenationsrf.org/en>

Sur la page Wikipédia

Le Forum des peuples libres de la post-Russie (anciennement le Forum des peuples libres de Russie) est un forum fondé par des activistes de l'opposition, des mouvements régionaux et séparatistes en Russie, ainsi que par des sympathisants étrangers, qui plaide pour une décolonisation pacifique et non violente. Le Forum des peuples libres de la post-Russie est composé de représentants du monde politique, diplomatique, médiatique et analytique des États libres, y compris les Lituaniens, les Polonais, les Britanniques, les Japonais, les Tchèques, les Finlandais, les Ukrainiens, les Géorgiens, les Autrichiens, les Biélorusses, les Turcs, les Allemands, les Kazakhs, les Azéris, les Américains, etc. Les composants indispensables de cette décolonisation seront, d'après ces personnes, les processus de dé-impérialisation, de dé-poutinisation, de "dé-nazification", de démilitarisation et de dénucléarisation de l'État russe actuel. L'objectif réel est la dissolution de la fédération de Russie.

L'idée de créer le Forum en tant que plateforme de dialogue, de promotion et de communication (notamment avec les représentants des milieux politiques, diplomatiques et médiatiques des États membres de l'OTAN, de l'UE, du Japon, etc.), de coordination et d'interaction entre divers mouvements de libération nationale et gouvernements en exil (à la fois nations captives et mouvements régionalistes) dans le but de leur libération de l'asservissement par la Moscovie impériale, est née en réaction au renforcement des pratiques autoritaires et totalitaires du poutinisme après le début de la phase intensive de la guerre entre la Russie et la Biélorussie contre l'Ukraine. Elle a été envisagée comme une plateforme alternative aux "libéraux" pseudo-oppositionnels,

impérialistes et centrés sur Moscou (les soi-disant "bons Russes"), qui cherchent à monopoliser toute forme d'opposition au régime de Poutine, dans le but de préserver l'essence impériale de la souveraineté russe.

Avec le temps, l'idée du Forum s'est transformée en une coopération encore plus étroite et efficace, reflétant l'activité croissante de la coalition de facto des régimes autoritaires et totalitaires - l'Axe MBTP (Moscou-Pékin-Téhéran-Pyongyang) et leurs satellites tels que Loukachenko, Assad, Maduro, etc.

La plateforme du Forum des Nations Libres de Post-Russie a été fondée au printemps 2022 par Oleg Magaletsky.

Forum I / 8-9 mai 2022 - Varsovie, Pologne

Le premier événement du Forum des peuples libres de Russie s'est tenu le 8 mai 2022 à Varsovie.

Forum II / 22-24 juillet 2022 - Prague, République tchèque

Le 23 juillet 2022 à Prague, un forum a eu lieu où des experts internationaux ont discuté de la dislocation de la fédération de Russie en 19 républiques distinctes.

Forum III / 23-25 septembre 2022 — Gdansk, Pologne

Le troisième Forum des nations libres de post-Russie a eu lieu à Gdańsk, Pologne du 23 au 25 septembre 2022.

Forum IV / 7-11 décembre 2022 — Helsingborg, Suède

Le quatrième Forum des nations libres de post-Russie s'est tenu du 7 au 11 décembre à Helsingborg, en Suède.

Forum V / 31 janvier 2023 — Bruxelles, Parlement européen

Le 31 janvier 2023, à Bruxelles, dans le bâtiment du Parlement européen, s'est tenu le cinquième Forum des peuples libres post-russes.

Forum VI / 25-27 avril 2023 — Washington, États-Unis, Hudson Institute, mairie de Philadelphie, Institut ukrainien d'Amérique, New York

Du 25 au 28 avril, au Hudson Institute (Washington), à la mairie de Philadelphie et à l'Ukrainian Institute of America (New York), s'est tenu le VI^e Forum des nations libres post-Russie, dont le thème principal était : « *Le nouvel avenir de l'Eurasie du Nord : architecture de l'espace post-russe* ».

Forum VII / 1-2 août 2023 — Tokyo, Japon, Parlement

Le VII^e Forum des États libres post-Russie intitulé "*Post-Russian Space Foresights : Défis et opportunités pour l'Est et le Nord de l'Asie*" a eu lieu au Japon du 1^{er} au 2 août 2023. Le premier jour s'est déroulé au Parlement du Japon.

Forum VIII / 26-28 septembre 2023 — Londres/Paris

Du 26 au 28 septembre s'est tenu en Grande-Bretagne (Londres) et en France (Paris) le VIII^e Forum des États libres de l'après-Russie sur le thème "*Bénéfices globaux de l'après-Russie*".

Forum IX / 11-14 décembre 2023 - Rome/Berlin

La rubrique consacrée à l'économie mondiale.

Etats-Unis : Donald Trump s'en prend au président de la Fed, « *trop lent* » à baisser les taux - 20 Minutes/AFP 17 avril 2025

Ce jeudi, le président des Etats-Unis s'en est pris au président de la banque centrale américaine (la Fed), Jerome Powell, qu'il a jugé « *trop lent* » à baisser les taux d'intérêt de l'institution.

« *Il est plus que temps que le mandat de Powell se termine* », a écrit Donald Trump sur sa plateforme Truth Social, alors que le second mandat de Jerome Powell doit s'achever en mai 2026.

Ce dernier aurait « *dû baisser les taux d'intérêt depuis longtemps déjà, comme la BCE* », la Banque centrale européenne, a ajouté le président américain, en encourageant Jerome Powell à « *le faire maintenant* ».

Les droits de douane voulus par Donald Trump placent la Réserve fédérale (Fed) face à une situation « *compliquée* », avait déclaré mercredi Jerome Powell, en estimant que ces surtaxes allaient « *très certainement entraîner au moins une hausse temporaire de l'inflation* ».

« *Les prix du pétrole sont en baisse, le montant des courses (même les œufs !) aussi, et les Etats-Unis s'enrichissent grâce aux droits de douane* », a répondu tôt jeudi Donald Trump, pour qui le patron de la Fed « *est toujours trop lent et a toujours tort* ».

La Fed a maintenu ses principaux taux stables, entre 4,25 % et 4,50 %, depuis le début de l'année.

En pleine guerre commerciale avec les États-Unis, la BCE réduit ses taux pour la septième fois en un an - Euronews 17 avril 2025

Pour la septième fois en un an, le Conseil des gouverneurs a décidé, ce jeudi 17 avril, de d'abaisser les trois taux d'intérêt directeurs de la Banque centrale européenne (BCE) d'un quart de point. Une réaction attendue et annoncée par les analystes, alors que l'UE est en pleine guerre commerciale avec les États-Unis.

Les taux d'intérêt de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal seront ramenés, respectivement, à 2,25 %, 2,40 % et 2,65 % à compter du mercredi 23 avril 2025.

Le taux de la facilité de dépôt est le taux d'intérêt que les banques perçoivent lorsqu'elles déposent des fonds pour vingt-quatre heures auprès de la banque centrale, tandis que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement est le taux d'intérêt que les banques paient lorsqu'elles empruntent de la liquidité auprès de la BCE pour une semaine.

Le taux de la facilité de prêt marginal est, quant à lui, le taux que les banques paient lorsqu'elles empruntent de la liquidité auprès de la BCE pour une durée de vingt-quatre heures.

"Le processus de désinflation est en bonne voie. L'évolution de l'inflation est restée conforme aux anticipations de nos services, et tant l'inflation globale que l'inflation sous-jacente se sont ralenties en mars", a déclaré la BCE dans un communiqué.

« L'incertitude accrue devrait affaiblir la confiance des ménages et des entreprises, tandis que les réactions négatives et volatiles des marchés aux tensions commerciales devraient entraîner un durcissement des conditions de financement », ajoute-t-elle.

La perspective d'un ralentissement économique et la baisse des coûts de l'énergie devraient atténuer les pressions sur les prix, rapprochant ainsi l'inflation des 2 % fixé par la BCE. En mars, elle s'est établie à 2,2 %, contre 2,3 % en février, par rapport à l'année précédente. Les prix continuent donc d'augmenter, mais à un rythme légèrement plus lent.

L'inflation de base, qui exclut les composantes volatiles telles que l'énergie et les denrées alimentaires, est, elle, tombée à 2,4 %, son niveau le plus bas depuis le début de l'année 2022. Enfin, l'inflation annuelle des services est passée de 3,7 % en février à 3,4 % en mars. Il s'agit du niveau le plus bas depuis près de trois ans.

La Banque populaire de Chine (PBOC) laisse stratégiquement le yuan se dévaluer. (brunobertez.com 18 avril 2025)

La Banque populaire de Chine (PBOC) laisse stratégiquement le yuan se dévaluer tout en le masquant par des fixations quotidiennes manipulées. Il ne s'agit pas de désordre sur les marchés, mais d'une guerre économique menée par le biais de la politique monétaire.

En laissant le yuan s'essouffler, la Chine atteint plusieurs objectifs :

- elle rend les exportations moins chères pour atténuer l'impact des droits de douane américains (comme la récente hausse de 104 %),
- elle protège ses réserves en dollars d'un épuisement rapide et exerce une pression sur les marchés émergents et les financements mondiaux en dollars.

Parallèlement, le rendement américain à 10 ans est en baisse, signe d'une montée des tensions sur le crédit et d'une subtile quête de sécurité. Si la Chine était réellement prise de panique, nous assisterions à une intervention agressive sur le marché des changes et à des prélèvements sur les réserves, mais elle se retient.

Cette retenue est révélatrice : il s'agit d'une pression asymétrique, et non d'une réaction à la crise. Bien sûr, on pourrait arguer que cette décision est due à une fuite des capitaux, à un effondrement de la confiance ou à une déflation intérieure. Mais si elle était purement réactive, on s'attendrait à une stabilisation bien plus agressive.

Au lieu de cela, Pékin met la Fed dans une impasse : soit défendre le dollar et risquer de briser les marchés du crédit, soit baisser les taux et risquer une nouvelle vague d'inflation.

Dans ce contexte, le yuan ne se contente pas de chuter, il est utilisé comme levier géopolitique.

Un affaiblissement du yuan en ce moment, dans ces conditions, est un signal macroéconomique déguisé en mouvement de change. C'est la Chine qui dit au monde : « *Nous avons encore des leviers à actionner, et nous les actionnons maintenant.* »

L'Europe prise dans un étau sur les changes

La situation sur les changes créé une asymétrie brutale pour l'Europe. Si l'euro se renforce face au dollar tandis que le yuan s'affaiblit, les exportations européennes sont comprimées des deux côtés : elles perdent leur compétitivité-prix face à la Chine et deviennent plus chères pour les acheteurs américains.

Ajoutez à cela des coûts énergétiques structurellement plus élevés après les sanctions contre la Russie et une demande intérieure atone, et vous obtenez un désalignement monétaire aux conséquences concrètes. Il ne s'agit pas seulement d'une mauvaise position de change, mais d'un contexte propice à la détérioration des balances commerciales, à la contraction industrielle et à un regain de pression populiste sur la BCE.

L'Europe risque de devenir la perdante passive d'une partie d'échecs monétaires entre les États-Unis et la Chine.

Pour les États-Unis, la guerre commerciale est un problème d'offre et pour la Chine, c'est un problème de demande. Cela signifie que la Chine a finalement l'avantage. À court terme, il est possible de générer une demande supplémentaire plus efficacement au niveau national qu'avec une nouvelle infrastructure de production.

La folle rumeur du superbond à 100 ans (brunobertez.com 18 avril 2025)

Les rumeurs faisant état de discussions naissantes au sein des cercles économiques de Trump concernant l'émission d'une « *Super Bond* » à échéance de 50 ou 100 ans sont plus qu'un simple ballon d'essai : elles sont le symptôme direct d'une spirale d'endettement qui s'accélère.

Si les médias présentent cette situation comme un plan de « *restructuration* », la réalité est la suivante : les États-Unis étudient les moyens de prolonger artificiellement la durée de leurs dettes sans déclencher de panique systémique.

Avec plus de 9 000 milliards de dollars de dette arrivant à échéance au cours des 12 prochains mois, le Trésor est confronté à une forte menace de refinancement à des taux nominaux élevés. La Fed, quant à elle, accumule des pertes d'exploitation de plus de 192 milliards de dollars ces deux dernières années, car elle verse des intérêts sur les réserves tout en détenant des actifs à long terme à faible rendement.

La demande étrangère de bons du Trésor diminue, et la Fed de Powell a résisté au contrôle direct de la courbe des taux.

Dans ce contexte, une « *super obligation* » à 50 ou 100 ans constituerait un moyen discret d'ancrer les rendements, de créer l'illusion d'une stabilité budgétaire et de retarder les crises de financement sans nécessiter, du moins pour l'instant, une monétisation par la banque centrale.

Mais cette voie est risquée.

Si les marchés sentent que les États-Unis utilisent des artifices de duration pour couvrir une insolvabilité structurelle, ils pourraient exiger une prime de terme massive, annulant ainsi les avantages. Pire encore, si cette obligation est lancée parallèlement à une ingérence politique au sein de la Fed, elle pourrait être interprétée comme une rupture de l'indépendance monétaire, susceptible de déclencher un choc de confiance envers le dollar.

En résumé : le Super Bond n'est pas un gadget.

C'est une reconnaissance déguisée ou subreptice de la domination budgétaire.

Il s'agit de contrôler le risque de refinancement dans un système qui ne peut plus supporter la dette à court terme.

Analyse par L'économiste et spécialiste de la Chine George Magnus (brunobertez.com 18 avril 2025)

Extraits.

- Les États-Unis exportent pour environ 150 milliards de dollars de marchandises vers la Chine. Avec des droits de douane de 125 %, ces 150 milliards de dollars vont fondre très rapidement. La Chine exporte pour 440 milliards de dollars de marchandises vers les États-Unis, et je pourrais prévoir une baisse allant jusqu'à 75 % au cours des 18 prochains mois. Normalement, cela ne se produit que lorsque des pays se font la guerre. C'est précisément ce qui se passe ici. Ils se dirigent vers un embargo commercial.

Il ne fait aucun doute que les États-Unis ont été les fondateurs de l'ordre économique international fondé sur des règles, et il est indéniable qu'ils sont en train de le détruire. La raison pour laquelle nous en sommes là, et si l'ordre économique international s'est avéré si facile à détruire, c'est parce qu'il était déjà imparfait. Le système commercial mondial était intenable.

- L'économie américaine pourrait basculer en récession cet été. Les indicateurs avancés de confiance des consommateurs, d'inflation et de dépenses d'investissement sont tous des signaux d'alarme. Face à la hausse des prix, la Fed devra maintenir ses taux d'intérêt à un niveau élevé, ce qui entraînera une stagflation. Pour l'Amérique, les nouvelles économiques et politiques sont mauvaises, car les alliés des États-Unis ne se sentent plus alliés et ne savent plus comment gérer l'administration Trump. On assiste donc à un important désinvestissement du dollar et des actifs américains.

La manière maladroite et inepte dont ils ont imposé leurs droits de douane occulte la raison de leur action. S'ils agissent ainsi, c'est à cause des déséquilibres mondiaux, et ces déséquilibres sont dus à des pratiques commerciales déloyales, principalement dues au mercantilisme chinois. Les Américains ont raison.

- Le gouvernement central ne pourrait-il pas simplement augmenter les dépenses budgétaires pour amortir le choc ?

Certes, en théorie, ils pourraient stimuler la demande intérieure. Mais c'est là tout le problème. Si la Chine, avec ses 1,4 milliard d'habitants, avait une structure de revenus et de consommation comparable à celle des États-Unis, du Royaume-Uni ou de la Suisse, son économie ne serait pas dans la situation actuelle. Mais ce n'est pas le cas. Pourquoi ? Parce que le PCC est attaché au mercantilisme, à la politique industrielle et à la promotion des exportations. Il tente de stimuler la croissance par les exportations. Mais qui va accepter volontairement la surproduction chinoise ? De nombreux pays du monde entier érigent des barrières commerciales contre la Chine. Leur modèle de croissance est au bout du rouleau.

S'ils voulaient vraiment faire un doigt d'honneur aux Américains, ils pourraient laisser leur monnaie chuter, disons à 8,50 ou 9 yuans pour un dollar. Ce serait une sorte de casus belli. Mais Pékin ne veut pas prendre ce risque. Ou alors, ils pourraient cibler les entreprises américaines de manière beaucoup plus agressive.

- Et la Chine est à blâmer pour cela ?

Le problème est que le système n'a pas pu gérer l'énorme excédent de la Chine. Il n'a jamais été en mesure de discipliner les pays qui affichaient des excédents commerciaux importants et constants. Bien sûr, il existe d'autres pays excédentaires chroniques, comme le Japon, l'Allemagne ou la Corée, mais en termes de taille et d'impact, rien n'est comparable à une économie de 20 000 milliards de dollars comme la Chine. Les Chinois sous-estiment considérablement l'ampleur de leur excédent. Dans le secteur manufacturier, ils affichent probablement un excédent d'environ 2 000 milliards de dollars. Leur excédent courant est estimé à environ 1 % du PIB, mais en réalité, il pourrait être plus proche de 4 %. C'est trop important pour le monde entier. Trump a choisi de s'attaquer à ce problème à grands coups de massue. Mais il est essentiel de ne pas le perdre de vue. Car le statu quo ante n'était pas tenable.

La Chine dirait que ce n'est pas de sa faute si elle est compétitive et que le monde entier veut acheter ses produits.

Oui, mais c'est une demi-vérité. Il est indéniable que les Chinois excellent dans trois domaines : premièrement, l'innovation adaptative. Il ne s'agit pas seulement de copier, mais d'adapter le savoir-faire pour créer de bons produits. Deuxièmement, ils excellent dans la production à grande échelle et, par conséquent, troisièmement, ils excellent dans la vente de ces produits à bas prix. Et comme le montre l'exemple des véhicules électriques, ce sont des produits de qualité, haut de gamme. Je ne vois aucun problème à ce que les Chinois soient reconnus comme des exportateurs très efficaces et compétents.

Mais?

Mais à quoi sert un excédent commercial ? Cela remonte à Adam Smith, qui a déclaré que le but d'exporter est de pouvoir importer, de pouvoir consommer. C'est le principal défaut de la Chine. Elle n'importe pas assez, elle ne consomme pas assez. L'an dernier, ses exportations ont augmenté quatre fois plus vite que le commerce mondial, tandis que ses importations n'ont pas progressé aussi vite. Il y a un problème. La philosophie du modèle économique chinois est purement mercantiliste. Elle fait des excédents d'exportation et de l'accumulation de réserves de change une vertu. Voilà le problème.

- D'une certaine manière, nous sommes toujours confrontés au problème que les Américains et les Britanniques ont tenté de résoudre en 1944 lors de la création du système de Bretton Woods. Les Américains, sous la direction de Harry Dexter White, ont gagné, et les Britanniques, menés par John Maynard Keynes, ont perdu la bataille.

Certains membres de l'administration Trump, comme Stephen Miran, président du Conseil des conseillers économiques, affirment que le statut du dollar comme monnaie de réserve constitue un fardeau pour les États-Unis. Cet argument est-il fondé ?

Il y en a, oui. J'ai lu l'article de Miran à plusieurs reprises, cherchant des preuves de son affirmation selon laquelle le statut de réserve du dollar a conduit à sa surévaluation. Il n'en a pas vraiment fourni. Mais des experts comme Brad Setser du Council on Foreign Relations me disent que c'est probablement vrai. Pour moi, le statut de réserve du dollar peut être à la fois un privilège exorbitant et un fardeau exorbitant pour l'Amérique.

Seul le marché des capitaux américain est suffisamment vaste et ouvert pour absorber l'intégralité de l'épargne excédentaire des pays excédentaires. Cet afflux de capitaux est le revers de la médaille des importants déficits courants des États-Unis. Il serait probablement préférable pour le fonctionnement du système financier mondial qu'au lieu du dollar, nous disposions d'une monnaie internationalement reconnue et gérée, fournissant des liquidités à l'économie mondiale.

Bien sûr, les chances que cela se produise, que la Chine et l'Amérique s'entendent sur un tel accord, sont assez minces. Je pense aussi que les États-Unis apprécient toujours l'idée que leur contrôle du système financier leur donne un levier. Ils le corrodent, vu leur comportement actuel, mais il ne disparaîtra probablement pas de sitôt.

- L'inflation est partout et toujours un phénomène monétaire, c'est la perte de valeur de la monnaie car il y a trop de billets en circulation. Il vous faut plus d'argent pour acheter un produit dont la valeur n'a pas bougé, du coup se crée l'illusion d'une augmentation de prix.

En période d'inflation, les taux d'intérêt remontent pour limiter le volume des crédits accordés, et celui de la création monétaire, car toutes choses étant égales par ailleurs, plus il y a d'argent en circulation, plus les prix sont élevés

- Si vous mettez trop de monnaie en circulation, tout le monde en aura plein les poches, dépensera plus, ou investira plus, et donnera plus de valeur monétaire à leur travail, et donc aux produits qui en découlent, qui en plus seront plus demandés. Cela a pour conséquence inflation et/ou bulle financière et immobilière.

- Pour que la monnaie soit stable, le volume de monnaie en circulation, c.-à-d. la masse monétaire, doit rester proportionnel au nombre de transactions et à la production ou l'activité de la zone.

Dans un environnement international, il faut aussi prendre en compte la balance commerciale et la balance financière, c.-à-d. le volume de monnaie demandé par l'extérieur via les exportations moins les importations et via les entrées de capitaux moins les sorties de capitaux. De manière simplifiée, si le solde est positif, le pays a des avoirs sur le reste du monde. Si le solde global est négatif, le reste du monde a des avoirs sur le pays, et cela peut se traduire par des dettes.

- Les pays pauvres ont moins de marge de manœuvre, car leur production est moins stable, moins croissante, et ont moins d'exportations et entrées de capitaux en valeur.

Les pays riches ont plus de marge de manœuvre, car leur production est plus stable, plus croissante, et ils ont plus d'exportations et entrées de capitaux, en valeur.

- Les monnaies telles que l'euro, le dollar et le yuan, sont demandées par tous les pays du monde. Elles sont utilisées comme monnaie de référence dans certains échanges entre pays, à la place des monnaies locales beaucoup moins demandées ou reconnues internationalement. Donc leur valeur est beaucoup plus stable et forte.

- Les politiques monétaires qui consistent à faire tourner la planche à billet, doivent toujours être réalisées de manière modérées et contrôlées, ou bien en dernier recours, par exemple lors de crises comme celle du Covid ou celle des subprimes. Ces politiques sont réalisées pour remettre de l'huile dans le système afin d'éviter qu'il s'effondre par effet domino, ou bien pour lui donner un coup de boost. Mais chaque masse de monnaie injectée doit être absorbée par une croissance proportionnelle des transactions, de la production, de l'activité, ou de la démographique, ou du commerce d'export, ou bien doit être récupérée un moment donné par les banques centrales. Dans le cas contraire, cela se traduira forcément par de l'inflation ou des bulles financières ou immobilières.

- Le crédit et la dette sont les deux faces d'une même opération. Tout dépend du point de vue où l'on se place, c'est-à-dire de la position que l'on occupe dans la relation créancier-débiteur.

Si vous êtes le "*prêteur*" (le créancier), vous avez accordé un crédit ; si vous êtes "*l'emprunteur*" (le débiteur), vous avez contracté une dette.

Quand une banque accorde un crédit, en une seule et même opération une créance est émise et une dette est acceptée.

Du point de vue de la banque, le montant du crédit accordé est une créance.

Du point de vue du débiteur, le montant de crédit reçu est une dette.

Aujourd'hui, et dans le monde entier, la monnaie vient à l'existence à chaque fois qu'un nouveau crédit est émis (c'est-à-dire, pour les débiteurs, à chaque fois qu'une nouvelle dette est acceptée).

Dès que ce nouveau crédit est dépensé dans l'économie, il devient de la monnaie "*scripturale*" qui se met à circuler sur les comptes de tout le monde, passant d'un compte à un autre à chaque vente et à chaque achat. La partie négative de cette création monétaire reste sur les comptes des émetteurs et leur rapporte des intérêts.

- Il faut arrêter de croire que pour vivre, il n'y a rien d'autre à faire qu'avoir de l'argent, c'est une idée bien sûr fausse que les riches n'ont mise en circulation que pour que malgré l'abolition de l'esclavage, les êtres humains continuent à accepter d'être des esclaves par simple aspiration à avoir de l'argent.

Il faut être complètement fou (et nous le sommes tous un peu hélas) pour croire que des pièces de monnaie et des billets de banque qui ne sont après tout que du métal et du papier peuvent être une motivation plus efficace que le désir de se rendre utile aux autres.

- Le temps que chaque humain passe à œuvrer dans l'intérêt commun

Nous vivons dans des sociétés anomiques, qui nous la font à l'envers.

"*Le temps c'est de l'argent*", «*Time is money*» disait Benjamin Franklin ! Eh bien, cette proposition est profondément fallacieuse.

En réalité, il faut comprendre que, l'argent c'est du temps d'humains, c'est donc l'inverse, ce n'est pas un adage, c'est un sophisme !

La question conne qui appelle une réponse intelligente

Puisque qu'on peut fabriquer de l'argent à l'infini grâce aux imprimeries de billets pourquoi ne pas en imprimer et en donner au plus pauvres ou a d'autres personne ?

Pratiquement toutes les solutions proposées dans le blog que j'ai consulté impliquent le maintien du système économique reposant sur l'exploitation de l'homme par l'homme avec son lot d'oppression qui l'accompagne. Tous légitiment ainsi le monde pourri dans lequel nous vivons, à croire qu'ils s'en tirent bien ou ils sont masochistes ou des idiots.

En intro, je crois qu'il faut comprendre de quoi on parle, des besoins des hommes et leur capacité à développer les moyens pour les satisfaire.

Je me lance en partant de la valeur d'usage et de la valeur d'échange :

La valeur d'usage correspond à un besoin naturel, brut ou élémentaire, tandis que la valeur d'échange est de nature complexe et inclut ou suppose un rapport de propriété, elle introduit un principe mercantile et d'inégalité, dans la mesure où en économie toute transaction se réalise au détriment des intérêts de l'un ou l'autre protagoniste. Seule la valeur d'usage a une valeur universelle parce qu'elle existe au-delà de toute notion de propriété, avant même qu'elle existe et que la monnaie ou l'argent existe.

Pour la petite histoire et se détendre un peu.

Je crois qu'il n'existe pas d'échange équilibré en économie, il y a toujours un gagnant et un perdant, une des parties est favorisée au détriment de l'autre. Un vendeur cherchera à vendre sa marchandise la plus chère possible, et l'acheteur cherchera à l'acquérir à meilleur marché possible. Un patron cherchera à exploiter au maximum ses ouvriers, et les ouvriers chercheront à en foutre le moins possible pour le salaire de misère qu'ils perçoivent, c'est de bonne guerre, effectivement, c'est bien de ce genre de rapports qu'on évoque ici.

Je dois avouer, que c'est le principe quasi obsessionnel qui m'a animé durant tout le temps où j'ai travaillé du premier jour au dernier. Il m'a semblé naturel ou juste de travailler le moins possible, sans me livrer à des calculs d'épiciers, que tu gagnes 10 balles de plus ou de moins ne change rien au fait que tu es exploité ou un esclave, non, j'estimais raisonnable d'économiser ses forces et de s'accorder du temps libre supplémentaire dès que l'occasion se présentait. Rouler, voler mon employeur d'une manière ou d'une autre, par exemple, je piquais des articles de bureau, j'avais les

mains baladeuses, un stylo, une paire de ciseaux, une agrafeuse que je n'aurais pas à acheter, c'était déjà cela de pris, c'était un devoir en quelque sorte et je m'appliquais à l'honorer avec zèle !

Quand je travaillais au GAN (Assurance - à la Défense) comme gratte-papelard, ma semaine de boulot se terminait le mardi soir ou le mercredi midi, et je glandais jusqu'au vendredi soir, il faut assumer, faire semblant de bosser tout en lisant un manuel de philo planqué dans un tiroir ou sur les genoux. Technicien SAV copieur, je bossais à mi ou tiers temps, mes potes allaient au cinéma, chez le coiffeur ou leur copine l'après-midi. On restait 3 plombs au resto à jouer au babyfoot et au flipper, souvent je rentrais chez moi vers 11h du matin et j'en repartais sur les coups de 15 heures. On ne se rend pas compte, mais à ce rythme-là comment vouliez-vous que j'oublie que je haïssais le travail dans leur société de merde, impossible, d'où d'ailleurs mon départ en Inde quelque temps plus tard, où j'allais prendre ma retraite anticipée entre 35 et 38 ans, notez bien que jadis les hommes ne vivaient pas beaucoup plus vieux, donc j'ai des circonstances atténuantes !

A défaut de pouvoir abolir le capitalisme et être obligé de se le fader quotidiennement jusqu'à la retraite et même après, je me suis dit que sans compensation ce serait vraiment trop injuste ou dégueulasse, au moins j'aurais mieux vécu que la moyenne, j'aurais profité de la vie pendant au moins les deux tiers de mon existence d'adulte ou un peu plus, tout dépend à quel âge je vais canner, les voies respiratoires étant aussi impénétrables que les voies du seigneur, je ne me livrerai pas à un pronostic, sauf peut-être pour le seigneur que je ne risque pas de rencontrer un jour !

Comment ne voulez pas devenir révolutionnaire et communiste, hein, franchement !

Des commentaires de lecteurs.

1- Dans une société d'abondance, c'est-à-dire une société où nous aurions tous les biens et services à disposition sans difficulté, la notion d'argent pourrait disparaître parce que nous n'aurions plus besoin de collaborer par l'échange pour produire ses biens et ses services. Ce qui est gratuit n'a pas besoin d'argent pour être obtenu.

Ce sont ces notions d'échange et de collaboration qui expliquent la nécessité de l'argent comme outil de simplification et d'accélération, c'est là que son utilité et sa valeur sociale résident.

J-C - Supprimez "*ces notions d'échange et de collaboration*" et la nécessité de l'argent disparaît.

2- Le communisme achevé fonctionne sans état et sans argent.

Il n'y a pas de solution au problème de l'échange car il n'y a pas d'échange, la répartition des biens et des services se fait en fonction des besoins humains, leur production en fonction des capacités. Si l'on s'en tient aux besoins humains pour vivre, nous disposons des outils de l'abondance pour tous, sans aucun problème.

C'est le désir de consommer pour exister dans la société marchande qui nous fait courir après quatre sous, ainsi que le besoin de rembourser des emprunts fictifs d'argent qui n'existe pas.

Déarrassée de l'impératif de productivité effrénée pour des besoins solvables induits et d'accumulation d'argent dont la valeur diminue, la production pourra se réhumaniser et devenir enfin rationalisée, à savoir qu'on arrêtera de surproduire pour en jeter la moitié. On produira ce qu'il faut, et on fera autre chose de nos vies que de vendre son cul au Capital.

- Il n'y aurait que la subsistance de chacun qui primerait et les échanges se feraient en fonction de leur rationalité, de leur utilité et accessoirement des affinités. Nous serions dans un monde où le "*bien commun*" serait le lien naturel qui initie tous les rapports humains.

Pourquoi le mot d'ordre pour la redistribution de la richesse ou la répartition équitable de la richesse, le combat contre les inégalités sociales est un leurre si on ne remet pas en cause l'existence du capitalisme.

- Le mot clé est la valeur. Ce mot est plus important que la richesse ou l'argent, c'est le véritable facteur central autour duquel s'inscrivent les activités humaines et les économies. L'argent et la richesse sont de grands mots qui jouent beaucoup, mais la valeur est un mot ennuyeux que la plupart des gens ne remarquent pas. C'est en réalité l'important.

La valeur est ce qui est produit lorsque vous travaillez, exploitez des ressources, développez une idée, fabriquez une invention, vous engagez dans un commerce mutuellement bénéfique, etc.

La valeur est la "*chose*" que les humains fabriquent (à partir de rien) en travaillant.

L'argent, en revanche, est un magasin de cette valeur.

Généralement, lorsque vous créez une valeur, vous souhaitez l'échanger contre une autre valeur afin de pouvoir vivre (ou jouer). Mais la valeur n'est pas toujours portable ou fongible, l'argent est donc une technologie utilisée pour stocker et transmettre de la valeur dans le temps et dans l'espace. Si vous possédez une ferme de pastèques, la valeur que vous avez créée se présente sous la forme de pastèques.

Si vous ne pouvez pas éliminer la pauvreté en redistribuant de l'argent, c'est parce que la pauvreté n'est pas le symptôme d'une distribution inégale de l'argent, mais bien d'un symptôme de la distribution inégale des capacités de création de valeur.

Les communistes l'appelaient "*les moyens de production*" - à leur époque, il s'agissait de propriétaires d'usines, de fermes, de chantiers navals, de biens de location, etc. Les objectivistes l'appelaient "le pouvoir créateur de l'esprit des hommes".

Voici ce qui se passe si vous redistribuez équitablement tout l'argent:

Disons que vous faites cela, et que tout le monde dans le monde a un million de dollars.

Le lendemain, tout finit de nouveau entre les mains des riches (anciens), parce que les riches contrôlent les fermes et les usines produisant de la nourriture, des vêtements, ils possèdent tous les immeubles locatifs, etc. Ainsi, les prix montent en flèche (car tout le monde peut "tout", donc la demande augmente, ce qui fait monter les prix), et très vite tous les propriétaires des moyens de production récupèrent tout l'argent parce que tout le monde les paye pour ce dont ils ont besoin pour vivre.

Bien sûr, les gens ordinaires (ou les pauvres) reçoivent toujours un peu d'argent pour leur travail rémunéré, mais les propriétaires des grands centres de production reçoivent beaucoup plus d'argent parce qu'ils produisent plus de choses que les gens veulent, c'est à dire la valeur.

Être riche signifie en réalité contrôler (posséder) les moyens de produire de la valeur. Vous possédez votre corps et votre esprit, ce qui crée une certaine valeur, mais certaines personnes possèdent également de vastes mécanismes physiques ou virtuels (par exemple, des fermes et des usines) qui produisent d'énormes volumes de valeur. La redistribution de l'argent ne redistribue pas ce contrôle (propriété).

La "*redistribution de la richesse*" est donc une tâche délicate. L'argent n'est pas de la richesse, et si vous la redistribuez, cela ne change rien. Vous devez redistribuer (ou même par d'autres moyens) la propriété des moyens de création de valeur, ce qui est une tâche bien plus compliquée à faire: vous ne pouvez pas facilement imposer à un homme riche une partie de son usine (pas aussi facilement vous pouvez taxer les bénéfices liquides sous forme d'argent).

Ainsi, le vrai problème que vous cherchez à résoudre est "*comment puis-je faire en sorte que les pauvres contrôlent une plus grande proportion du pouvoir créateur de valeur?*" A suivre.

Equateur.

Une enquête explosive révèle le complot du cartel du président équatorien par Oscar León - investigaction.net 18 avril 2025

Un rapport d'enquête a placé le président équatorien Daniel Noboa au centre d'une vaste conspiration visant à transformer son gouvernement en une entreprise de blanchiment pour les cartels transnationaux de la drogue.

"*The Grayzone*" s'est entretenue avec Andrés Durán, le journaliste à l'origine de ce rapport qui a dû s'exiler pour sauver sa vie

<https://investigaction.net/une-enquete-explosive-revele-le-complot-du-cartel-du-president-equatorien/>